

La démocratie actionnariale, c'est celle du capital

Jean-Marie Harribey

Le Progrès social, n° 58, 4 juin 2016

Les bonnes âmes se sont émues que les grands patrons aient outrepassé l'avis de l'assemblée générale de leurs actionnaires en s'accordant à eux-mêmes des revenus extravagants, indécents et insultants pour la grande masse de la population, à l'instar du PDG de Renault-Nissan, Carlos Ghosn, qui va empocher quelque 15 millions en 2016. On a vu une pétition dans *Libération* (19 mai 2016) recueillir des signatures prestigieuses de vraie droite comme de fausse gauche pour demander la limitation des salaires des patrons d'un facteur égal à 100 fois le smic. Aussitôt, l'éditorial du *Monde* (21 mai 2016) appelait le gouvernement à légiférer pour donner le dernier mot aux actionnaires. Et cerise sur le gâteau actionnarial, le Medef, par la voix de l'inénarrable Gattaz, « durcit sa position » (dixit *Le Monde*) puisque l'auto-régulation des patrons ne suffit pas !

La démocratie du capital...

L'éditorial du *Monde* ne rate pas l'occasion d'accuser de démagogie tous ceux qui comparent les bas salaires aux plus hauts, en suggérant de comparer le « smic français au salaire d'un travailleur indien ». Faisons-le : le smic français est environ 25 fois plus élevé que le salaire d'un travailleur indien sans formation. Et quel est l'écart entre le smic français et le revenu des plus grands patrons ? Il peut atteindre 1 à 1000.

Au fond, c'est Macron qui est le libéral le plus cohérent : « Je ne pense pas que le législateur, dans un seul pays, puisse dans un monde ouvert considérer qu'il y a un plafond de rémunération. » Il fait écho à la déclaration de l'Association française des entreprises privées et du Medef qui invoque les « principes de la démocratie actionnariale ». Le but est de rendre contraignant l'avis des actionnaires, pour l'instant simplement consultatif, concernant la rémunération des dirigeants. Pour ceux à qui ce nouveau néologisme aurait échappé, il s'agit du *say on pay*.

... est l'anti-démocratie

On a donc affaire à une double offensive idéologique. La première et la plus fréquente jusqu'ici était de considérer comme normaux ces écarts faramineux, au nom du mérite, de la compétence, de la mondialisation, etc. Mais la crise est passée par là. Ce discours qui n'a jamais eu la moindre justification économique est en train de perdre sa pseudo-justification éthico-politique : la crise financière, la spéculation, l'évasion fiscale, l'explosion des inégalités..., désormais, tout ça passe mal.

Alors est sortie la seconde arme idéologique : les actionnaires sont les gardiens scrupuleux de l'ordre économique ! Faut-il rappeler que la crise du capitalisme actuellement mondiale doit son origine principale dans le mot d'ordre généralisé sur toute la planète : « créer de la valeur pour l'actionnaire » ? En polarisant la richesse vers les détenteurs du capital, la demande a été relativement contrainte et l'investissement, source de la relance de l'accumulation, a été délaissé au profit des dividendes ou du rachat de leurs propres actions par les grandes sociétés. Pour ramener un minimum de justice dans ce monde merdique, faudrait-il donc donner plus de pouvoir aux actionnaires au sein des assemblées générales, alors que, gros ou petits, leur but est le dividende le plus élevé ? La plainte actuelle des actionnaires viendrait-elle du fait que leur politique avalisée pendant trois décennies commence à se retourner (un tout petit peu) contre eux ? Tant que les managers les engraisaient, tout allait bien. Quand ceux-ci s'engraissent tout seuls, ça va moins bien ?